

BUSINESS STORY

26 AVRIL 2019



HUAWEI, TROP FORT POUR NE PAS ÊTRE SUSPECT

Par Julie Zaugg 

Chambre semi-
anéchoïque dans
le centre de tests
Huawei, au siège
historique à Longgang,
près de Shenzhen.



Un protestataire devant la Cour suprême de Vancouver au Canada, au moment de l'audition de Meng Wanzhou en mars dernier. La directrice financière du groupe, et fille du fondateur, y était convoquée en vue de son extradition vers les États-Unis qui lui reprochent d'avoir contourné les sanctions commerciales contre l'Iran.

véhicules autonomes, à contrôler des robots dans les usines et à faire tourner les centrales électriques. Ces craintes sont particulièrement vives dans le cas d'entreprises basées dans l'empire du Milieu. « La Chine a un long historique d'espionnage industriel et politique, note Danielle Cave, de l'Australian Strategic Policy Institute. En 2017, elle a en outre adopté une nouvelle loi qui oblige les firmes domestiques à collaborer aux activités de collecte d'information de l'État si celui-ci le requiert. »

Ces peurs sont à l'origine de la crise sans précédent que Huawei traverse depuis plusieurs mois et qui soulève de sérieuses interrogations sur son activité future. Tout a commencé le 1^{er} décembre 2018. Ce jour-là, Meng Wanzhou s'est fait cueillir par la police à sa descente de l'avion à Vancouver. La fille du fondateur de Huawei, Ren Zhengfei, en charge des finances du groupe, est accusée d'avoir contourné les sanctions internationales pour faire des affaires avec l'Iran. Son arrestation, sur demande des États-Unis, a fait l'effet d'une bombe. Pékin a aussitôt répliqué en arrêtant deux Canadiens, l'ex-diplomate Michael Kovrig et l'homme d'affaires Michael Spavor. Un autre ressortissant de ce pays s'est fait condamner par un tribunal chinois à la peine de mort pour trafic de drogue, une sanction étonnamment sévère. Libérée sous caution, Meng Wanzhou attend désormais une décision quant à son extradition aux États-Unis. La double plainte à son encontre contient plus de 20 chefs d'inculpation, punissables chacun de trente ans de prison.



Ren Zhengfei, PDG fondateur de Huawei.

Dans les semaines qui ont suivi son interpellation, Washington a lancé une vaste campagne anti-Huawei. Lors d'une tournée européenne, le vice-président Mike Pence a averti que les Américains pourraient cesser de partager des données

sensibles, par exemple en matière de lutte antiterroriste, avec les pays qui se fourniraient auprès de Huawei. « Ceux qui foncent sans réfléchir, adoptant des technologies chinoises sans prendre en compte nos réserves, pourraient se retrouver dans une position désavantageuse face aux États-Unis », a mis en garde Gordon Sondland, l'envoyé de Washington à Bruxelles. Au début, la stratégie américaine a semblé fonctionner. « Il y a eu un revirement dans l'opinion des pays européens face à Huawei, estime Thorsten Benner, le directeur du Global Public Policy Institute de Berlin. Tout le monde s'est soudain mis à réfléchir en terme de sécurité des réseaux. » Juste avant Noël, l'agence tchèque en charge de la cybersécurité mettait ainsi en garde contre Huawei, puis l'excluait d'un contrat pour développer un portail fiscal en ligne. Début janvier, la Pologne arrêta un directeur régional de Huawei et l'un de ses propres citoyens pour espionnage. La Grande-Bretagne annonçait qu'elle allait passer en revue sa chaîne de fournisseurs en équipements télécoms, Orange s'engageait à bannir Huawei de son réseau 5G en France, tout comme Vodafone au Royaume-Uni. Et British Telecom se mettait à démanteler le matériel du chinois déjà installé dans ses réseaux. La Nouvelle-Zélande, le Japon et l'Australie ont aussi décidé de se passer de ses services.

Durant tout ce temps, Huawei, une entreprise secrète qui n'a pas l'habitude de répondre aux attaques, a fait le dos rond. Mais à partir de fin janvier, elle a lancé sa contre-offensive. Elle a engagé le bureau d'avocats Jones Day, l'un des mieux connectés de Washington, ainsi que les sociétés de relations publiques Racepoint Global et Burson Cohn & Wolfe. Ren Zhengfei a également donné plusieurs interviews à la presse internationale, lui qui n'en avait plus accordé depuis 2015. ➔

Ce groupe ultrasecret, basé à Shenzhen, alimente tous les fantasmes des Occidentaux sur l'espionnage industriel piloté par Pékin. Les Américains veulent le boycotter, les Européens le ménager. Ces dernières semaines, il a lancé une vaste contre-offensive d'image. L'histoire d'une réussite éclatante, ponctuée de nombreux points d'interrogation.



L' Bahnhofstrasse (rue de la gare) traverse Gelsenkirchen, une petite cité industrielle au cœur de la Ruhr, de bout en bout sur 2 kilomètres. Tous les 40 mètres, des bornes wi-fi permettent aux passants de surfer gratuitement sur le Web, avec une connexion à 4 gigabits. Le zoo, les bus et les gares de cette ville de 260 000 habitants sont également couverts par ce réseau. Ses hôpitaux, ses écoles et ses commerces sont reliés par 13 000 km de câbles en fibre optique. « Nous avons voulu créer une ville intelligente entièrement connectée », détaille Manfred vom Sondern, en charge de ce projet. Parmi les initiatives en cours : l'installation de lampadaires intelligents qui s'éteignent lorsqu'il n'y a personne dans la rue, des poubelles qui alertent la voirie lorsqu'elles sont pleines ou encore des capteurs intégrés à l'asphalte pour mieux réguler le trafic. « Un projet pilote de la police a

STEPHANIE LAMY/BLOOMBERG

VINCENT YU/AP/SIPA LINDSEY WASSON/REUTERS

pour but de collecter un maximum de données sur les comportements des fans de foot, afin d'améliorer la gestion des foules », ajoute le Chief Digital Officer. La sécurité sera, elle, garantie grâce à un réseau de caméras de surveillance dotées de technologies dernier cri – comme la reconnaissance faciale.

Cette cité connectée est l'œuvre de Huawei. Le groupe a fourni tous les équipements et les solutions déployés à Gelsenkirchen. Une entreprise chinoise qui a la haute main sur toutes les infrastructures critiques de communication d'une ville – a fortiori d'un pays –, tel est précisément la perspective qui fait frémir l'Occident. Avec le déploiement de la 5G à partir de 2020, « les conséquences en cas de surveillance ou de sabotage des réseaux seront bien plus graves qu'aujourd'hui », relève Dexter Thillien, un expert des télécoms chez Fitch Solutions. Internet servira en effet à piloter des



Meng Wanzhou, accompagnée de Scot Filer, PDG de Lions Gate Risk Management, qui gère sa sécurité, dans le parking de la cour suprême de Vancouver.

UNE LONGUE LISTE DE MÉFAITS

► 2002

L'américain Cisco accuse Huawei de lui avoir volé du code source lié à ses routeurs. Ils finiront par trouver un accord à l'amiable.

► 2010

Motorola attaque Huawei en justice pour avoir corrompu une dizaine de ses employés afin d'obtenir des informations sur sa technologie 3G.

L'un d'eux est arrêté à l'aéroport de Chicago, prêt à embarquer pour la Chine avec 1000 pages de documentation sensible.

La même année, on apprend que Meng Wanzhou se serait servie de deux sociétés écrans, Skycom et Canicula Holdings, pour vendre des équipements

télécoms à l'Iran en 2010, en contravention des sanctions américaines. Ces intermédiaires auraient aussi permis à Huawei de commercer avec la Syrie jusqu'en 2017.

► 2012

Huawei est condamné pour avoir « offert » du matériel électoral d'une valeur de 100 000 dollars au parti au pouvoir au Ghana, en échange

de rabais fiscaux de 43 millions de dollars. La même année, un tribunal algérien le juge coupable d'avoir versé un pot-de-vin de 10 millions de

dollars à Mohamed Boukhari, ex-dirigeant d'Algérie Télécom.

► 2014

T-Mobile engage des poursuites contre le groupe chinois,

accusant ses employés d'avoir pris des photos et volé un doigt du robot Tappy développé par l'opérateur pour tester ses smartphones. Un jury a octroyé des

dommages de 4,8 millions de dollars à T-Mobile.

► 2018 Le journal *Le Monde* révèle que des serveurs installés par Huawei au quartier

général de l'Union africaine, à Addis-Abeba, ont permis de transférer des données confidentielles à la Chine. Et cela toutes les nuits durant cinq ans.

Il y oscillait entre un ton conciliant – « *Huawei ne causera jamais de tort à ses clients* » et dira « *assurément non* » si Pékin lui demande d'espionner – et la bravade – « *Si la lumière s'éteint à l'Ouest, il restera l'Est. Le monde ne se limite pas aux États-Unis.* » Pour apaiser ses clients, le groupe a aussi annoncé la création de plusieurs centres de cybersécurité pour permettre aux pays hôtes de tester son code source et ses équipements à la recherche de failles sécuritaires. L'un a vu le jour à Bonn. Un autre à Bruxelles. Cette offensive a atteint son point culminant fin février, lors du Mobile World Congress de Barcelone. Alors que la délégation américaine tentait de convaincre les journalistes des dangers suscités par Huawei dans les coulisses, la firme chinoise multipliait les événements racoleurs sur son gigantesque stand recouvert d'un jardin artificiel. Peu après, elle déposait une plainte contre les États-Unis, qui en 2018 ont interdit aux agences fédérales de lui acheter du matériel.

SON NOM SIGNIFIE « LA CHINE PEUT ACCOMPLIR »

Début mars, le vent tourne encore. L'Italie, l'Irlande, la Slovaquie, la Hongrie et l'Inde annoncent leur intention de continuer à traiter avec Huawei. Plusieurs pays européens cherchent désormais une troisième voie, « *qui leur permette d'exclure Huawei de certaines parties cruciales de leur infrastructure, sans pour autant fâcher la Chine, un partenaire commercial important* », indique Thorsten Benner. La Grande-Bretagne, qui juge le risque « *gérable* », va diversifier ses fournisseurs et justifie l'exclusion de certains réseaux clefs. L'Allemagne a dressé un catalogue de critères sécuritaires que tous ses fournisseurs devront remplir. La stratégie du groupe s'appuie désormais sur une puissance de feu remarquable. Les quelque 180 000 personnes employées dans le monde ont dégagé en 2018 des recettes de 108,5 milliards de dollars, en hausse de 20% sur 2017. Huawei a construit un tout nouveau campus, sur un site de 9 km² à Dongguan, une ville industrielle du delta de la rivière des Perles. On y trouve pêle-mêle des arches inspirées de Vérone, des bâtiments haussmanniens censés évoquer Paris et une reproduction du château de Heidelberg.

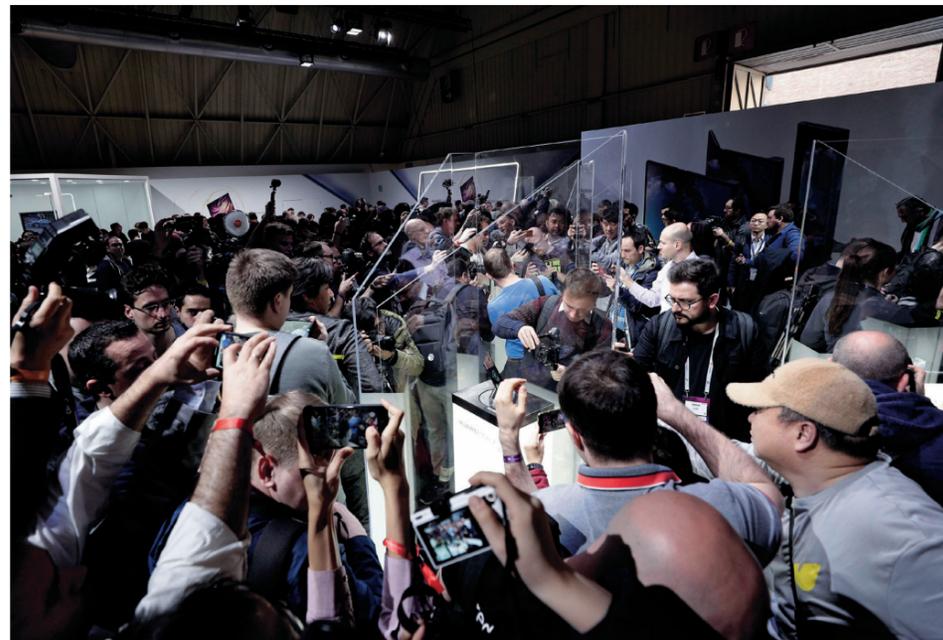
Mais les débuts du conglomérat furent bien plus modestes. Fondé à Shenzhen en 1987 avec

un capital de départ de 21 000 yuans (2775 euros), il ne fait alors qu'importer des commutateurs de téléphone depuis Hong Kong. Ren Zhengfei vient de quitter l'armée, après y avoir passé onze ans en tant qu'ingénieur, chargé notamment d'améliorer la production de textiles synthétiques. Issu d'une famille d'enseignants, cet homme né en 1944 a grandi dans les montagnes du Guizhou avec six frères et sœurs. Son enfance fut marquée par la famine du Grand Bond en avant, raconte son biographe Li Hongwen. Dans les années 60, il a dû interrompre ses études d'ingénieur à cause de la révolution culturelle. Très vite, Huawei – qui

Journalistes et photographes se ruent sur le stand Huawei au dernier Mobile World Congress de Barcelone en février.

signifie « la Chine peut accomplir » – développe son propre modèle de commutateur. Pour lutter contre la compétition des géants qui dominent à l'époque le marché chinois de la téléphonie, comme Bell, Alcatel ou le japonais NEC, il choisit de se concentrer sur les zones délaissées par ces derniers. « *Ils ont encerclé les villes depuis l'arrière-pays rural* », détaille Li Hongwen. Ses produits ne sont à l'origine pas de très bonne qualité, relatent David De Cremer, Tao Tian et Wu Chunbo dans leur livre, mais ils sont bon marché et Huawei se distingue par un service client impeccable : ses ingénieurs doivent pouvoir réparer une ligne téléphonique au milieu de la nuit ou en pleine tempête de neige.

À partir de 1996, la société se lance dans la vente et l'installation de matériel de télécoms, un domaine en plein essor avec l'émergence d'Internet et des premiers mobiles. Son chiffre d'affaires passe de 9 à 22 milliards de yuans (1,2 à 2,9 milliards d'euros) entre 1998 et 2000. Ce qui lui ouvre l'appétit. En 2002, la firme pénètre le marché indien et fonde une



MANU FERNANDEZ/AP/SIPA



PLANET PIX/ZUMA-REA

À Hong Kong, fin janvier, manifestation de soutien au groupe et à Meng Wanzhou, devant le consulat canadien.

filiale, Futurewei, en Californie. La vraie percée ne survient toutefois qu'en 2004, lorsqu'elle parvient à convaincre le petit opérateur néerlandais Telfort de lui accorder un contrat de 230 millions d'euros, en développant une solution personnalisée de station de base qui prend moins de place et coûte un tiers de moins que les offres concurrentes. S'ensuit en 2005 un contrat de 10 milliards de dollars avec British Telecom. Huawei est arrivé dès 2003 dans l'Hexagone, mais il n'y a vraiment décollé qu'en 2010, lorsqu'il a été chargé de construire un réseau de fibre optique national pour l'opérateur Neuf. Cette année-là, l'entreprise de Shenzhen a dépassé pour la première fois Ericsson, devenant le plus grand groupe de télécoms au monde. En 2018, Huawei contrôlait 28% du marché mondial des télécoms, contre 17% pour Nokia et 13% pour Ericsson, selon Dell'Oro Group. En Europe, cette part s'élève même à 40%.

Le chinois est en pole position pour la maîtrise de la 5G. «*Ses équipements sont les meilleurs en terme de qualité et ses prix sont plus bas, pointe Shaun Collins, le patron de CCS Insight, une société de conseil en matière de télécommunications. Les opérateurs qui ont travaillé avec lui louent en outre sa flexibilité et la qualité de son service client.*» Il facture en général 20 à 30% de moins que la concurrence. Ses solutions de 5G auraient environ un an d'avance sur celles de ses suiveurs. Sa supériorité est telle que l'opérateur australien TPG a carrément renoncé à développer un réseau 5G, puisqu'il n'a plus accès aux produits de Huawei. Deutsche Telekom et Vodafone ont

LA CULTURE DU LOUP

Chez Huawei, l'ambiance de travail est imprégnée de discipline militaire. Tout nouvel employé doit prendre part à un camp d'entraînement physique en treillis. Jusqu'à la mort en 2006 d'un employé des suites d'une encéphalite, les salariés se voyaient attribuer un matelas en vue des longues nuits passées au bureau. Les employés reçoivent en outre des mails avec une liste de leurs collègues les moins performants et les cadres doivent écrire des lettres d'autocritique,

une pratique inspirée de l'ère maoïste. Pour décrire l'ambiance qui règne chez Huawei, le PDG Ren Zhengfei parle de «*culture du loup*». Il encourage les travailleurs à contourner les règlements internes si cela fait croître le chiffre d'affaires. La plainte américaine contre Meng Wanzhou affirme d'ailleurs que l'entreprise a mis sur pied un système de bonus pour récompenser ceux qui parviennent à s'emparer des technologies des concurrents.

pour leur part averti que le déploiement de la 5G en Europe pourrait être retardé de deux à trois ans s'ils devaient se passer de ses équipements. «*Huawei doit cette longueur d'avance aux nombreux tests grandeur nature qu'il a pu mener en Chine, l'un des pays les plus précoces au niveau du déploiement de cette nouvelle technologie*», affirme Dexter Thillien. Début avril, la société fait basculer un district entier de Shanghai à la 5G. La taille du marché chinois, dont elle s'octroie la part du lion, lui permet en outre de «*réaliser des économies d'échelle et donc de proposer ses équipements à très bon prix*», complète Thorsten Benner.

Au total, Huawei a signé des contrats de 5G avec 30 opérateurs, dont 18 en Europe, et a déjà livré 25 000 stations de base destinées à cette technologie. La firme développe aussi des

solutions intégrées fondées sur la 5G, comme ses Smart Cities. Outre Gelsenkirchen, des quartiers de Shenzhen, Manille, Madrid et Nairobi les ont adoptées. Si les équipements de télécoms restent au cœur de son modèle d'affaires, ses smartphones ont commencé à faire parler d'eux. Son premier téléphone portable est sorti en 2004. Solides, dotés d'une batterie avec une durée de vie record, ses appareils ont rapidement trouvé leur public en Asie et en Afrique, mais ils peinaient à s'imposer en Europe et aux États-Unis. Le tournant est survenu en 2015, lorsque la société est parvenue à développer ses propres puces pour smartphones. «*Huawei joue sur deux tableaux à la fois: la marque Honor s'adresse à une clientèle jeune en quête d'un appareil moyen de gamme, alors que la marque Huawei cible*»

Des employés sur la ligne d'assemblage de smartphones de l'usine de Dongguan. Le management du groupe mêle discipline militaire et pratiques maoïstes de délation et d'autocritique.



QILAI SHEN/BLOOMBERG

PUB



Ironie de l'histoire: en mars 2016 au CeBit de Hanovre, Huawei se faisait le champion de la cybersécurité, un domaine sur lequel il est aujourd'hui vilipendé par les Américains et certains pays européens.

EN FRANCE, DES DÉPUTÉS MÉFIANTS

Début avril, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi qui, sans viser un équipementier particulier, prévoit que, en préalable à l'exploitation de certains équipements radioélectriques, les opérateurs devront adresser une demande d'autorisation au Premier ministre, qui se prononcera dans les deux mois. Celui-ci devra déterminer s'il « existe un risque sérieux d'atteinte aux intérêts de la défense et de la sécurité nationale ». En cas d'infraction par une personne morale, celle-ci encourra 750 000 euros d'amende et une interdiction d'exercer l'activité pour une durée de cinq ans ou à titre définitif. Les manquements des opérateurs pourront aussi être sanctionnés par l'Arcep, le gendarme des télécoms. Le texte est maintenant au Sénat.

ceux qui veulent un smartphone haut de gamme», détaille Mo Jia, analyste chez Canalys. Ses téléphones incluent désormais des systèmes de déverrouillage par reconnaissance faciale, des appareils photo ultraperformants et, depuis peu, un écran pliable. « Facturés 600 à 800 dollars, ses

smartphones les plus sophistiqués restent bien moins chers que ceux d'Apple », fait valoir Melissa Chau, spécialiste de la téléphonie chez IDC.

La croissance de cette unité fut explosive en 2018, avec 200 millions d'appareils écoulés, une hausse de 30% par rapport à l'année précédente. Cela lui a permis de dépasser pour la première fois Apple, s'octroyant la deuxième place du classement mondial des plus grandes marques de smartphones derrière Samsung. Les téléphones Huawei sont désormais vendus dans plus de 80 pays; 50% des ventes sont réalisées hors de Chine. « Dans beaucoup de pays européens, à l'image de la Grande-Bretagne, de l'Espagne ou de l'Allemagne, ils figurent désormais dans le top 3 des appareils les plus achetés », précise Shaun Collins. « Huawei est l'une des seules entreprises chinoises à avoir une telle empreinte à l'international », glisse Melissa Chau. Cela explique la méfiance qui l'entoure, notamment concernant ses liens avec Pékin. Le passé militaire de Ren Zhengfei, qui a rejoint le parti communiste en 1978, lui a permis de se rapprocher des autorités. « Cette entreprise a de tout temps bénéficié du soutien de l'État, sous la forme de subsides, de mesures protectionnistes et de contrats publics », juge Adam Ni, du Strategic and Defence Studies Centre, en Australie. Elle a par exemple signé un accord de coopération avec les autorités du

Xinjiang en 2016 et elle aide l'armée chinoise à développer des outils pour préserver ses canaux de communication en cas de guerre. « Elle a aussi obtenu des mandats pour construire des infrastructures de télécommunication le long des nouvelles routes de la soie », ajoute Danielle Cave. Ceux-ci sont financés à l'aide de prêts fournis par la China Eximbank, liée à l'État.

À l'instar de toutes les grandes firmes chinoises, Huawei abrite en outre une cellule du parti, qui se permet d'intervenir dans ses décisions d'affaires. Et Sun Yafang, qui a présidé la firme jusqu'en 2018, est une ancienne du ministère qui héberge les services secrets... Lors du récent World Mobile Congress de Barcelone, Guo Ping, l'un des membres de la présidence tournante de l'entreprise, est apparu devant un panneau orné d'un cristal multicolore. « Prisme, prisme sur le mur, qui est donc le plus digne de confiance ? » a-t-il déclaré, en référence au programme d'espionnage secret des États-Unis dévoilé par Edward Snowden. Ce dernier avait notamment révélé une opération menée en 2010 par Washington sous le nom de code « Shotgiant » au QG de Huawei, afin de démontrer que le groupe était secrètement contrôlé par l'armée chinoise. Les Américains avaient fait chou blanc. ●

Plus d'infos sur weekend.lesechos.fr

PUB